REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie
MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES
SOUS DIRECTION DU BUDGET
SERVICE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland
MINISTRY OF SECONDARYEDUCATION
SECRETARIAT GENERAL
DEPARTMENT OF FINANCIAL AND MATERIAL RESOURCES
SUB DEPARTMENT OF BUDGET
SERVICE OF PUBLIC CONTRACTS

AVIS DE DEMANDE DE COTATION

CONSULTATION EN PROCEDURE D'URGENCE POUR UNE DEMANDE DE COTATION N°..02/27/DC/MINESEC/CIPM/2027 DU .24/11/. 2026 RELATIF AU GARDIENNAGE DES LOCAUX DU MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES.

1. **Objet de la consultation :**

Dans le cadre de l'exécution du Budget-Programme 2027, le Ministre des Enseignements Secondaires lance en procédure d'urgence, une consultation pour une Demande de Cotation relative au **gardiennage des locaux** abritant les Services Centraux de son Département Ministériel.

2. **Consistance des prestations :**

Les prestations objet du présent Avis de Consultation, comprennent le gardiennage des points suivants :

N°	POSTE DE TRAVAIL	NOMBRE DE GARDIENS	
		JOUR	NUIT
1	Rez-de-chaussée du bâtiment C	01	01
2	Guérite du bâtiment C: Portails: arrière et avant du bâtiment	02	02
3	Résidence du SEESEN	01	01
4	Cellule d'Appui à l'Action Pédagogique (CAAP)	01	02
5	Inspections de Pédagogie Enseignements Secondaires Techniques «Quartier Golf-Bastos»	01	02
6	Inspections de Pédagogie du Carrefour EMIA	01	02
7	Centre d'Education à Distance sis à LTC Bil - Ydé	01	02
8	Patrouille intérieur et extérieur du bâtiment C	01	01
	TOTAL	09	13

De manière spécifique, il s'agira :

- De contrôler les accès ;
- D'identifier les visiteurs, usagers et techniciens non agents au MINESEC ;
- De fouiller à l'arrivée et au départ, les sacs de tous les techniciens effectuant les travaux dans les locaux et consigner les matériels et outils non indispensables aux travaux à faire ;
- De contrôler et réguler les mouvements des personnes et des biens ;
- De faire respecter les horaires de visite fixés ;
- D'empêcher la sortie non justifiée du matériel du ministère en fouillant éventuellement les suspects ;
- D'empêcher tout commerce non autorisé dans le Ministère ;
- D'opérer des contrôles de routine toutes les deux heures (intérieur et extérieur des locaux, portes des bureaux, toilettes, halls et parkings etc.) visant à s'assurer que tout est dans l'ordre ;
- De signaler au Service de la maintenance de la DRFM toute anomalie observée pour la prise des mesures appropriées.

A cet effet, le prestataire mettra à disposition un minimum de vingt-deux (22) Agents.

3. **Délai d'exécution :**

Le délai d'exécution est de **douze (12) mois**, à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage.

4. **Participation et Origine** :

La participation à cette consultation est ouverte aux entreprises de droit Camerounais, dûment agréées, ayant une expérience avérée dans le domaine **de gardiennage**.

5. **Allotissement** :

Cette prestation est constituée d'un seul lot.

6. **Coût prévisionnel** :

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **FCFA TTC 46.750 000** (Quarante-six millions sept cent cinquante mille Francs CFA).

7. **Financement** :

Les prestations objets de la présente consultation sont financées par le Budget de Fonctionnement du MINESEC de l'Exercice 2027, sur la ligne d'imputation: **61 25...**

8. **Mode de soumission**

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

9. **Cautionnement de soumission**

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un **cautionnement de soumission timbrée**, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DDC dont le montant s'élève à **FCFA 900.000 (Neuf cent mille)** .

Cette caution est valable pendant **trente (30) jours** au-delà de la date de validité des offres.

Il doit être accompagnée **du récépissé de dépôt délivré par la CDEC au montant à celui de la du cautionnement.**

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des **plis est irrecevable.**

10. **Consultation du Dossier de Cotation**

La Demande de Cotation peut être consultée aux heures ouvrables au Ministère des Enseignements Secondaires Direction des Ressources Financières et Matérielles, **Service des Marchés Publics, bâtiment «C» porte 813**, Tél.: 222 23 43 59 et la **version électronique** sur la plateforme **COLEPS** disponible aux adresses ***http://www.marchespublics.cm*** **et** ***http://www.publiccontracts.cm*** dès publication du présent Avis.

11. **Acquisition du Dossier de Consultation** :

Le Dossier de Consultation peut être retiré auprès du **Ministère des Enseignements Secondaires**, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du Budget, **Service des Marchés Publics**, bâtiment **«C»** porte **813**, Tél. 222 23 43 59, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **F CFA 50 000 (Cinquante mille Francs CFA)**, représentant les frais d'achat du Dossier.

Il est également possible d'obtenir le **DC par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS** disponible aux adresses sus-indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est **conditionnée par le payement des frais d'achat du DC**.

12. **Taille et format des fichiers**

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 05 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Remise des Cotations :

Chaque Cotation est rédigée en Français ou en Anglais.

1. Le délai de remise des Offres accordé aux Soumissionnaires sera de vingt-un (21) jours ouvrables à compter de la date de publication de l'avis de consultation.

2., sous peine de rejet, la cotation devra être transmise par le Soumissionnaire sur la plateforme du COLEPS au plus tard le 15/12/2026 à **13 heures**, heures locales. Une Copie de sauvegarde de l'Offre enregistrée sur une clé USB ou CD/DVD devra être déposée contre récépissé sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis au **Ministère des Enseignements Secondaires**, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du Budget, **Service des Marchés Publics**, bâtiment «C» porte 813, et devra porter la mention suivante:

AVIS DE CONSULTATION EN PROCEDURE D'URGENCE POUR UNE DEMANDE DE COTATION N°04/27/DC/MINESEC/CIPM/2027 DU 24/11/ 2026 RELATIF AU GARDIENNAGE DES LOCAUX DU MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

«A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT».

14. Recevabilité et Ouverture des offres :

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une Autorité Administrative compétentes (Gouverneur, Préfet, Sous-préfet), conformément aux stipulations du Règlement de la Demande de Cotation.

Elles devront obligatoirement, être **datées de moins de trois (03) mois** précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de la Demande de Cotation.

Toute Cotation non-conforme aux prescriptions de la présente Demande de Cotation (DC) sera déclarée irrecevable, notamment l'absence du cautionnement de soumission timbré accompagné du récépissé de dépôt de consignation délivré CDEC. Le cautionnement est délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

15. Ouverture des Cotations

L'ouverture des offres aura lieu le 15/12/2026 à **14 heures**, heures locales dans la salle des Conférences de la Cellule d'Appui à l'Action Pédagogique (**CAAP**) du MINESEC sis en face de la Cathédrale de Yaoundé par la Commission Interne de Passation de Marchés du MINESEC siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants **dûment mandatés** et ayant une parfaite connaissance du Dossier.

Cette ouverture se fera en un temps.

16. Principaux critères d'évaluation :

Les offres seront évaluées selon les principaux critères suivants :

A/ Critères éliminatoires :

- A1. Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré à l'ouverture des Cotations. Ce cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivrée par la CDEC;
- A2. Dossier administratif : Absence ou non-conformité d'une pièce administrative à l'exception de la Caution de soumission, 48 H après l'ouverture des offres ;
- A3. Fausses déclarations ou pièces falsifiées ;
- A4. Nombre des gardiens proposés inférieur à 22;
- A5. Absence d'Attestation sur l'honneur de non abandon des Marchés Publics au cours des trois (03) dernières années ;
- A6.Non-respect des obligations sociales vis-à-vis de ses salariés sur le contrat fourni (Produire les bulletins de paie ou toute pièce équivalente);
- A7 Absence de l'Attestation de capacité financière délivrée par une Banque de premier ordre agréée par le MINFI et supérieure ou égale à: **FCFA 25.000.000 (Vingt-cinq Millions de FCFA);**
- A8. Absence d'agrément délivré par une Autorité compétente;
- A9. Non-respect des Délais d'exécution de 12 mois;

- A10. Non-satisfaction d'au moins 5 sur 6 des critères essentiels ;
- A11 Non-conformité du modèle de soumission des Cotations
- A12. Non-respect du format de fichier des offres ;
- A13. Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

B/ Critères essentiels :

- B1. Présentation générale des offres: ordonnancement des pièces dans l'ordre indiqué et leur séparation par un format intercalaire de couleur autre que celui des pièces du Dossier;
- B2. Références: expériences spécifiques de l'entreprise dans les prestations similaires (Joindre copies 1ère et dernière feuilles du Contrat signé et enregistré + du PV de réception correspondant (minimum deux (02) Contrats sur les cinq (05) dernières années,
- B3. Qualité du personnel: fournir au moins une pièce justifiant l'expérience de chaque personnel (Attestation de travail + CNI);
- B4. Matériel de travail: Uniforme officialisé; détecteur de métaux; Téléphones; Lampes torche; sifflets; matraque.;
- B5. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé à chaque page, signé, daté, et cacheté à la dernière avec la mention manuscrite **«lu et approuvé»**;
- B6. Descriptif des Prestations **(DP)** paraphé à chaque page, signé, daté et cacheté à la dernière avec la mention manuscrite **«lu et approuvé »**.

Les critères essentiels sont soumis à des minima dont le détail est donné dans le Règlement de la Consultation (Pièce II).

Cette évaluation se fera de manière binaire (**oui** ou **non**), avec un minimum acceptable d'au moins **5 Oui / 6** de l'ensemble des critères essentiels pris en compte.

17. Attribution

La Lettre-Commande sera attribuée au soumissionnaire qui aura proposé l'offre conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier de Consultation, ayant satisfait à 100% des critères éliminatoires puis au moins **5 oui / 6** des critères essentiels et enfin jugée la moins disante.

18. Durée de validité

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du Ministère des Enseignements Secondaires - Direction des Ressources Financières et Matérielles, **Service des Marchés Publics, bâtiment « C » porte 813, Tél. 222 23 43 59.**

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques :

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48
Pour la CONAC : 1517.

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du Ministère des Enseignements Secondaires-Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du Budget, **Services des Marchés Publics, bâtiment « C » porte 813, Tél. : 222 23 43 59** ou en ligne **sur la plateforme COLEPS aux adresses : http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm.**

21. Assistance technique

Pour obtenir une **assistance** technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

Fait à Yaoundé, le 24 NOV 2026

Le Ministre des Enseignements Secondaires,

Nalova Lyonga Pr

Ampliations :

- MINMAP;
- ARMP/JDM;
- Président CIPM;
- Affichage;
- Chrono /

Archives.

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie
MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES
SOUS DIRECTION DU BUDGET
SERVICE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland
MINISTRY OF SECONDARYEDUCATION
SECRETARIAT GENERAL
DEPARTMENT OF FINANCIAL AND MATERIAL RESOURCES
SUB DEPARTMENT OF BUDGET
SERVICE OF PUBLIC CONTRACTS

REQUEST FOR QUOTATION IN EMERGENCY PROCEDURE
N°...../27/RQ/MINESEC/ITB/2027 OF 24/11/2026
FOR THE SURVEILLANCE OF SOME BUILDINGS ACCOMODATING THE MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION.

1. Subject of the consultation

Within the framework of program budget **2027**, the Ministry of Secondary Education launches in emergency procedure a Notice of Consultation for a Request for Quotation the surveillance of some buildings accommodating the Ministry of Secondary Education.

2. Nature of services:

The services of this contract include the surveillance of the following points:

N°	POST OFFICE	NUMBER OF GUARD	
		BY DAY	*BY NIGHT*
1	Ground floor of building C	01	01
2	Gatehouse C : Rear gate and front building C	02	02
3	Secretary of State's Home	01	01
4	The Teachers Resource Centre/ Educational Support Unit	01	02
5	The Inspectorates of Pedagogy (Annex Golf-Bastos)	01	02
6	The Inspectorates of Pedagogy (Annex EMIA)	01	02
7	Distance Learning Centre at GBTCHS - Yde	01	02
8	Internal and external patrols of Building C	01	01
	TOTAL	09	13

Precisely:

- control access ;
- Identify visitors, users and non-technical staff to MINESEC;
- Delving on arrival and departure, the bags of all technicians performing work on the premises and record non-essential equipment and tools to do the work;
- Check and regulate the movement of people and goods;
- Enforce fixed visiting hours;
- Prevent unjustified exit from the Ministry and material by possibly searching the suspects;
- Prevent unauthorized trade in the ministry;
- Operate routine checks every two hours (inside and outside the premises, office doors, toilets, halls and parkings etc.) to satisfy himself it's all in the commandment;
- Report to service of maintaining the DRFM any anomalies observed for taking appropriate action.

For this purpose, the service provider will provide a minimum of twenty-two (22) guards.

3. Deadline of execution

The minimum execution time envisaged by the Project Owner is twelve (12) months (January-December 2027) as from notification of the service order.

4. Participation and origin:

Participation to this consultation is open to Enterprises authorized with proven experience in this domain.

5. Allotment

This service consists of a single lot.

6. Estimated cost:

The estimated cost of the operation following prior studies stands at FCFA TTC **46.750 000** Forty four millions Francs CFA).

7. Financing:

The services subject of this request for quotation will be financed by the Running Budget of for financial year 2027, on the budget allocation line: **61 25** .....

8. Submission mode

The submission mode selected for this consultation is the online mode.

9. Provisional bid bond

Each bidder must attach to his or her administrative documents a bid bond of francs **FCFA 900.000,** drawn up by a first-rate bank or financial institution approved by the Ministry in charge of Finances listed in Exhibit 10 of the CAD, respecting the conditions of COBAC.

This bid bond is valid for **thirty (30) days** beyond the closing date for the validity of the bids.

10. Consultation of the Tender file:

The physical tender file can be consulted during working hours at the Ministry of Secondary Education, Department of Financial and Material Resources, Sub-department of Budget, Service of Public Contracts, Block "C", Room 813, Tel.: 222 23 43 59, and the electronic version on the COLEPS platform available at http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm immediately after the publication of this Notice.

11. Acquisition of consultation file:

The Tender file could be obtained from the Ministry of Secondary Education, **Department of Financial and Material Resources, Service of Public Contracts, Block « C » room 813,** Tel.: 222 23 43 59 after the publication of this Notice against submission of a receipt of payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of **F CFA 50.000** (Sixty thousand Francs) representing the cost of purchasing the file.

It is also possible to obtain **the tender document (CAD) by** free download on the **COLEPS platform** available at the above-mentioned addresses for the electronic version. However, the online submission is conditioned by the payment of the purchase **cost of the CAD.**

12. Size and format of the files

For online submission, the maximum sizes of documents that will transmitted in the platform and constitute the offer of the bidder are as follows:

- 05 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 05 MB for the Financial Offer.

Accepted formats are:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate may use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted.

13. Submission of Tenders:

1. **The** deadline for submitting Bids granted to Bidders will be twenty-one (21) working days from the date of publication of the notice of consultation.

2. **For online submission,** under penalty of rejection, each offer must be written in French or English in One **(01)** Original copy. The offer must be transmitted by the Bidder on the COLEPS platform no later than .../.../2026 at 1 p.m., local time. A backup copy of the Offer recorded on a USB key or CD/DVD must be submitted against receipt in a sealed envelope with the clear and legible indication "**backup copy**", in addition to the mention below within the specified deadlines .to the Ministry of Secondary Education, Directorate of Financial and Material Resources, Budget Sub-Directorate, Public Procurement Service, building "C" door 813, and must bear the following mention:

REQUEST FOR QUOTATION **IN EMERGENCY PROCEDURE**
N° 02/27/RQ/MINESEC/ITB/2027 OF 24/11/2026
FOR THE SURVEILLANCE OF SOME BUILDINGS ACCOMODATING THE MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION.
«To be opened only during the Tenders Board Opening session ».

14. Admissibility and Acceptability of tenders:

Bids will be received in the address mentioned above on the 18/12/2026 at **2 pm** in the Ministry of Secondary Education, by the Internal tenders board, in the presence of the bidders or their mandated representatives with full knowledge of the files if they so desire.

The bids will be evaluated exclusively of value added tax (EVAT) and all taxes inclusive (ATI) and accompanied by the signed model tender if your bid is chosen.

15. Opening of Tenders

The opening of tenders will take place on ../../2024 at 2 p.m. local time in the MINESEC/CAAP Conference Room opposite Cathedral-Notre Dame Yaounde by the MINESEC Internal Procurement Commission meeting in the presence of the tenderers or their duly authorized representatives and having perfect knowledge of the File.

This opening will take place in one step.

16. . Main Evaluation Criteria:

Tenders will be evaluated according to the following key criteria:

A / Eliminatory Criteria

- A1. Absence or non-compliance of the stamped tender bond at the time of the opening of bids. This bond must be accompanied by a receipt of deposit issued by the CDEC;
- A2. Administrative file: Absence or non-compliance of an administrative document with the exception of the stamp Bid deposit, **48 hours** after the opening of the offers;
- A3. False declarations or falsified documents;
- A4. Number of guards proposed less than 22;
- A5. Absence of sworn attestation of non-abandonment of Public Procurement over the last three (03) years
- A6. Non-compliance with social obligations towards its employees in the contract provided (Produce pay slips or any equivalent document);
- A7. Failure to provide a Certificate of financial capacity issued by a first-class bank approved by the MINFI and greater than or equal to: **FCFA 25.000.000** (Twenty-five Million FCFA);
- A8. Absence of approval issued by a Competent Authority;
- A9. Execution times less than 12 months;
- A10. Non-satisfaction of at least 5 out of 6 of the essential criteria;
- A11 Non-compliance with the tender submission template;
- A12. Non-compliance with the offer file format;
- A13. Absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform.

B / Essential Criteria

- B1. General presentation of the offers: arrangement of the documents in the order indicated and their separation by a colored divider format other than that of the documents in the File;
- B2. References: specific experiences of the company in similar services (Attach copies 1st and last sheets of the signed and registered Contract + the corresponding receipt report (minimum two (02) Contracts over the last five (05) years,
- B3. Quality of staff: provide at least one document justifying the experience of each staff (work certificate + CNI);
- B4. Work equipment: Official uniform; metal detector; Telephones; Flashlights; whistles; baton etc.;
- B5. Notebook of Special Administrative Clauses (CCAP) initialed on each page, signed and dated, sealed on the last with the handwritten note "read and approved";
- B6. Description of Technical Specifications (DTS) initialed on each page, signed and dated, sealed on the last with the handwritten note "read and approved".

The evaluation of the technical offers will be made according to the binary notation (**yes / no**) on the basis of the essential points below and in accordance with the RPC (PIECE II), with a threshold of **5 yes / 6** for all the essential criteria taken into account.

17. Award:

The contract will be awarded to the tenderer who has offered the lowest bid, substantially in accordance with the requirements of the Bidding Documents, having met 100% of the elimination criteria and at least **5 Yes / 6** of the essential criteria.

18. Period of validity of the bids:

The bidder is bound by his bid for a period of **ninety (90) days** with effect from the deadline fixed for the submission of the bids.

19. Complementary information

Additional information may be obtained from the Ministry of Secondary Education - Department of Financial and Material Resources, **Service of Public Contract, Block "C", Room 813, Tel.: 222 23 43 59**. Or on the **COLEPS platform at** http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cmat **http://www.marchespublics.cm and** http://www.publiccontrac.

20. Technical assistance

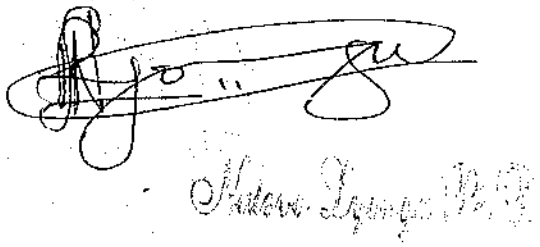
For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the platform please call the numbers (+237) 222 238 155/222 235 669 or write to the email address dsi@minmap.cm.

21. Fight against corruption and bad practices

For any attempt at corruption or denunciation, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48. **CONAC: 1517.**

Yaounde, the 24 NOV 2026

The Minister of Secondary Education,



Circular copies
- MINMAP;
- ARMP/PCJ;
- President ITB;
- Notice Board;
- Chrono.